

Dans un rapport, publié en octobre 2014, le Fonds monétaire international annonçait que le PIB chinois, « corrigé » de la parité des pouvoirs d'achat (PPA), allait dépasser celui des États-Unis fin 2014 : 17 632 milliards de dollars pour la Chine contre 17 416 milliards pour les États-Unis. Pour certains le phénomène était prévisible tant le rythme de la croissance chinoise était, depuis longtemps, supérieur à celui de la croissance américaine. Mais cette nouvelle a eu un fort retentissement. Le journaliste américain Brett Arends évoque « un tremblement de terre géopolitique ». La Chine apparaît comme la nouvelle superpuissance devant laquelle une partie du monde tremble¹. Elle entamerait, pour certains, une domination économique sans partage. Le pays est, d'ailleurs, présenté comme le nouveau leader sur la scène mondiale, le successeur des États-Unis dans un contexte global de déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie. Le mythe d'un leadership économique chinois s'est installé.

En réalité, la Chine n'est pas capable aujourd'hui de supplanter les États-Unis comme leader mondial. Elle est loin de présenter tous les attributs d'une domination économique planétaire (aptitude à générer des innovations de rupture, rôle international de la monnaie, capacité à imposer des normes et des modes à l'échelle globale...). Le changement de leadership est un processus lent

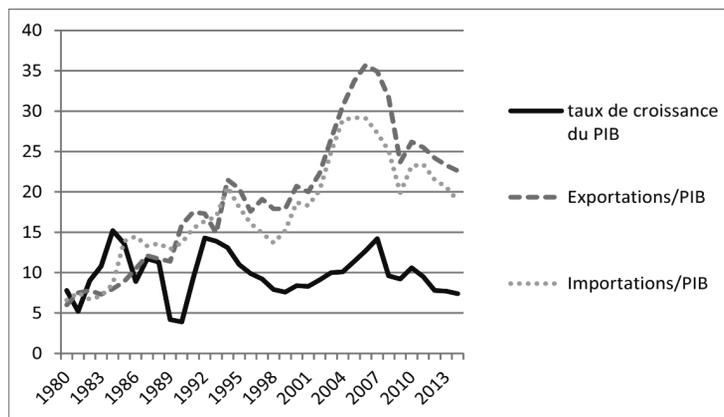
1. Le rapprochement avec le célèbre ouvrage d'Alain Peyrefitte doit bien sûr être fait, *Quand la Chine s'éveillera Le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1973.

comme le rappelle le passage de témoin, très progressif, entre le Royaume-Uni et les États-Unis entre le milieu du XIX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale.

La réalité de l'ascension économique de la Chine depuis les années 1980

Comme le montre le graphique ci-dessous le taux de croissance du PIB chinois est très élevé depuis le seuil des années 1980, il oscille autour de 10 % par an. Les échanges internationaux ont constitué le principal moteur de cette croissance conformément à la stratégie d'ouverture initiée par Deng Xiaoping à partir de 1978.

Graphique 1.
Taux de croissance du PIB en volume, exportations et importations de marchandises et de services/PIB entre 1980 et 2014 (en pourcentages).



Source : site de la Banque mondiale.

Depuis 1980 le commerce extérieur chinois progresse spectaculairement. L'ouverture chinoise repose au départ sur des Zones économiques spéciales (ZES) qui offrent des conditions favorables aux firmes multinationales et deviennent le creuset d'un transfert des technologies occidentales vers les entreprises chinoises. Dans un premier temps, sous l'effet d'importations de biens d'équipements, le solde courant chinois est déficitaire. Mais à partir des années 1990 des excédents systématiques se font jour, l'empire du Milieu devient le nouvel atelier du monde. Un modèle de croissance extravertie est déployé. De ce point de vue la Chine semble imiter les stratégies japonaise et sud-coréenne des années 1960-1980. En 2006, le ratio exportations/PIB culmine à 35,7% soit un niveau extrêmement élevé pour un pays de cette taille¹. De fait, la Chine apparaît très dépendante de la demande mondiale. Cette croissance extravertie peut être considérée comme un facteur de fragilité. Depuis la crise financière de 2008 et la mise en œuvre d'un plan de soutien de la demande intérieure, la Chine met progressivement en place un nouveau modèle de développement plus autocentré. La consommation et l'investissement doivent se substituer progressivement aux exportations comme moteur de la demande.

Au sein d'un système « socialiste de marché » les politiques économiques restent très actives. Les autorités contrôlent les flux d'importations et orientent largement les spécialisations industrielles *via* une capacité à contrôler les investissements.

1. L'ouverture commerciale (rapport exportation/PIB ou importations/PIB) est en principe inversement proportionnelle à la taille de l'économie nationale (population et dimension). L'étendue de la demande interne (taille du marché national) permet de concilier diversification de la production et compétitivité et réduit le recours à l'échange international. Par ailleurs plus le pays est étendu, plus les distances internes sont importantes, plus le relief est escarpé, plus les coûts internes du transport des biens importés peuvent constituer un obstacle fatal à leur compétitivité prix et freiner le commerce international. Ainsi les États-Unis ont-ils un coefficient d'ouverture égal à 13% seulement.

La forte compétitivité-prix de la Chine est assise sur le faible coût de sa force de travail et le maintien par les autorités monétaires d'une sous-évaluation réelle du renminbi (la monnaie du peuple). Cet activisme lui a permis de conquérir des positions commerciales fortes : la part de marché de la Chine dans les exportations manufacturières mondiales est ainsi passée de 1 % en 1978 à 17,7 % en 2013. L'ouverture financière a, elle aussi, été contrôlée : les investissements directs étrangers entrants sont réglementés (joint-venture avec des opérateurs chinois) et le yuan n'est pas pleinement convertible au niveau international.

Une autre vision des performances d'activité de la Chine, les enjeux de la parité des pouvoirs d'achats

Lorsqu'un pays comme la Chine calcule son PIB, il l'exprime en monnaie locale (le yuan). Pour comparer les PIB des différentes économies il convient de les convertir en dollar, la monnaie internationale de référence. Quel taux de change utiliser pour cela ? Le taux de change courant, officiel, de marché ou bien le cours de PPA, cours théorique, considéré comme plus réaliste.

Le concept de PPA a été conçu à l'origine comme une théorie de la détermination du taux de change avant d'être utilisé pour comparer les niveaux de vie entre pays. La PPA a été systématisée par l'économiste suédois G. Cassel pendant la Première Guerre mondiale à un moment où la définition de cours d'équilibre se posait du fait de trajectoires inflationnistes nationales différentes sous l'effet du financement des dépenses de guerre. Cette approche fonde le cours de change d'équilibre entre deux monnaies sur leur pouvoir d'achat respectif en biens et services. Cette référence à la PPA a été très utilisée au XX^e siècle même si les études empiriques concluaient parfois à sa non-vérification. Depuis les années 1990 il est admis qu'il existe une force de rappel du taux de change réel vers une valeur stable. Mais le processus de convergence

vers la PPA est lent. La PPA apparaît comme un équilibre de très long terme reposant sur des hypothèses assez restrictives. Les biens produits dans différents pays devraient être parfaitement substituables, comparables (de ce point de vue, les États-Unis et la Chine conservent des structures de consommation différentes). Les coûts de transaction (coût de transport, d'acquisition des informations, assurance, taxe...) devraient être assez faibles pour ne pas limiter les arbitrages. Enfin la vérification de la PPA se heurte à l'existence dans tous les pays des biens et services non échangeables à l'échelle internationale. Plus la productivité du travail est forte, plus les salaires et les prix de ces biens et services sont élevés. Le niveau des prix est plus élevé dans les pays riches que dans les pays pauvres, la comparaison se trouve biaisée par ce différentiel de productivité (ce problème est connu sous le nom d'effet Balassa-Samuelson).

Si l'on utilise le taux de change officiel et non le taux correspondant à la PPA, le PIB chinois reste très inférieur à celui des États-Unis : toujours pour 2014, 17 416 milliards de dollars pour les États-Unis contre seulement 10 355 milliards de dollars pour la Chine soit un retard de l'ordre de 40 %.

Si l'on considère le PIB par habitant, qui permet de mesurer le niveau de vie des individus, le retard chinois est beaucoup plus important 54 597 dollars par habitant aux États-Unis contre 7 589 dollars seulement pour la Chine. Sur ce critère la Chine se situe autour du 80^e rang mondial et reste un pays en voie de développement. Il en est de même sur le critère de l'indice de développement humain (IDH). Cet indice a été créé par la Programme des Nations unies pour le développement en 1990, afin d'intégrer des éléments plus qualitatifs pour apprécier les performances des économies. Il combine ainsi trois critères : la longévité (espérance de vie), le savoir (alphabétisation) et le niveau de vie (PIB par tête). La Chine occupe en 2013 le 91^e rang mondial avec un indice de 0,719 (loin de la Norvège première nation

mondiale avec 0,944, loin des États-Unis 5^e avec indice de 0,914). Comment imaginer un leader mondial aussi en retard sur ces critères essentiels ?

Les facteurs de fragilité du développement chinois

La forte croissance chinoise résulte pour partie d'un phénomène de rattrapage et d'une dynamique intersectorielle très favorable. En 2010, la part de l'industrie dans le PIB chinois était de 47 %, celle de l'agriculture avait chuté à seulement 9,6 %. Depuis les années 1980, en devenant l'atelier du monde, la Chine a opéré un mouvement de transfert massif de la main-d'œuvre du secteur agricole où elle était peu productive, vers le secteur industriel où elle a été associée aux technologies les plus modernes. Ceci a eu des conséquences très positives sur la productivité globale de l'économie chinoise. Dans le futur, la tertiarisation de l'économie chinoise sera inévitablement un facteur de ralentissement du rythme de sa croissance. Le développement des services constitue, d'ailleurs, une des priorités du 12^e Plan (2011-2015) et les consommateurs chinois aspirent, d'ores et déjà, à plus de loisirs, de vacances, de services à la personne, de dépenses de santé...

L'intensité de la croissance a permis de réduire spectaculairement le taux d'extrême pauvreté (moins de 1,25 dollar par jour pour vivre) : selon la Banque mondiale il est passé de 77,2 % en 1981 à 14,3 % en 2010. Mais les inégalités de revenus ont beaucoup progressé : en trente ans de 1985 à 2014, l'indice de Gini des revenus est passé de 0,24 à 0,47. Les écarts de revenus entre les ménages ruraux et urbains sont de l'ordre de 1 à 3. Ces inégalités croissantes constituent une menace pour le dynamisme de la consommation intérieure. Au plan local, la population associe inégalités de revenus et corruption. Le contexte social apparaît potentiellement explosif et les « incidents de masse » se multiplient.

Enfin, plus que d'autres, le pays doit relever un défi écologique (urbanisation rapide, émissions de CO₂, contamination des eaux et des sols...). Les pollutions causeraient chaque année près d'un million et demi de décès prématurés. Devant ce « mur de l'environnement » le gouvernement doit mettre en place une révolution verte¹.

Le changement de leadership, un processus historique lent

Pour exercer un leadership mondial la Chine devrait présenter des caractéristiques qu'elle n'a pas aujourd'hui.

Avoir un poids économique significativement supérieur à celui des États-Unis. La croissance du leader doit être assise sur un marché intérieur profond. Rappelons qu'en 1871 le PIB américain est devenu supérieur à celui de la Grande-Bretagne et qu'en 1913 il lui était deux fois et demie supérieur sans que le leadership anglais ne soit encore contesté.

Être l'économie la plus inventive et produire les innovations qui tirent la croissance mondiale. De ce point de vue les États-Unis gardent plusieurs longueurs d'avance à travers l'excellence du système universitaire, la capacité à attirer les meilleurs chercheurs... Le pays reste par ailleurs en capacité d'imposer des standards de consommation et des normes à l'échelle planétaire.

Être le pays émetteur de la monnaie internationale. Le yuan chinois n'est pas candidat pour devenir une monnaie internationale faute d'une pleine convertibilité internationale et de la relative faible taille du marché intérieur chinois. De surcroît, la Chine

1. Sur ces enjeux essentiels voir Clément M., Meunié A., « Inégalités, développement et qualité de l'environnement : mécanismes et application empirique », *Mondes en développement*, n° 151, p. 67-82, 2010.

a besoin d'excédents courants pour soutenir sa croissance et son développement et ne saurait être en position déficitaire pour alimenter les pays tiers en monnaie internationale.

Le leadership économique chinois apparaît sur ces bases comme un mythe, le pays présente encore certains traits d'une économie en voie de développement et des facteurs de grande fragilité. Par ailleurs, la résilience de l'économie chinoise n'a pas encore été éprouvée par une crise majeure.